

**Table ronde
introductive
des 4^e Rencontres
de l'éducation
populaire**

**“ Temps libre et émancipation ” :
de quoi parle-t-on, et de quelles manières
le temps libre peut-il être ou devenir
émancipateur ?**

L'éducation populaire tente de favoriser l'émancipation individuelle et collective par la rencontre, l'ouverture aux autres et au monde et par l'action et l'engagement comme modalités de transformation de soi, et du monde. Loin d'une logique de transmission descendante ou "convaincante", elle accompagne le développement d'une pensée critique, et ce comme terreau du changement politique. Or, tout cela ne s'envisage pas sans espaces vides, sans cette indispensable respiration des temps libérés, du temps libre. Alors, de quelles manières et à quelles conditions le temps libre peut-il concrètement se faire vecteur d'émancipation ? Avec cette table ronde introductive, Mathieu Depoil, Yohan Dubigeon et Yannick Gallien ont apporté chacun leur éclairage sur cette question, après ouverture de la parole par Marie Batoux et Robin Renucci.

MARIE BATOUX

Adjointe au Maire de Marseille, en charge de l'Éducation populaire

Temps libre et émancipation constituent un enjeu « ADN » de l'éducation populaire. Or, ces termes posent question(s) : question de définition, question des conditions, et question d'organisation. Vis-à-vis de toutes et tous, et notamment des enfants, quid du droit au temps libre, et, simplement, aux vacances - et pour quelles vacances ? - par le biais de politiques publiques réellement investies dans ce champ ? Comment, ensemble, retrouver des espaces de légitimité, comment accompagner les personnes dans cet objectif de (re)trouver sa légitimité ?

Les centres sociaux jouent un rôle structurant vis-à-vis des habitant.e.s, mais c'est également le cas des acteurs culturels : **une piste de réponse à l'enjeu de temps libre et émancipation est la co construction entre social, éducatif, culturel et habitant.e.s.**

Il s'agit aussi de travailler la question fondamentale du temps long, dans la confiance entre pouvoirs publics et acteurs associatifs notamment. C'est ce que l'on porte à Marseille, vis-à-vis des centres sociaux notamment.

Il s'agit enfin de **mettre en perspective l'utilité sociale de nos actions. Poursuivre et amplifier le plaidoyer** pour que l'animation soit reconnue comme un métier, en mettant en exergue **une formation de qualité**, pour un service public de qualité, dans une optique d'égalité.

ROBIN RENUCCI

Président de l'Association CDJSFA (Centres de Jeunes et de Séjours au Festival d'Avignon),
et directeur du Théâtre National la Criée à Marseille

La question est celle de pouvoir se réunir, dans **un esprit de solidarité, par le partenariat, pour faire commun**. L'émancipation, c'est être en capacité de se libérer de certaines assignations, et ce en travaillant la **mise en relation**, y compris avec les personnes les plus vulnérables, et qui doivent pouvoir prendre place, partager, dans une **capacité augmentée**. Dans cette perspective, le temps libre, c'est l'« otium » **chez les latins, un temps fertile, en opposition à un temps marchandisé, de sidération**. Concrètement, autour du théâtre, travailler cet otium c'est travailler une éducation artistique et culturelle au long de la vie, et qui implique **la formation de toute la chaîne éducative**, dans le respect et le soin des droits culturels de chacun.e.

Le Mouvement Associatif est fondateur de notre pays, mais le monde associatif aujourd'hui est abîmé. Il est minoré sur le plan national. Et des disparités énormes existent en matière de soutien territorial. Dans son objectif de temps libre, fertile, de liberté, le loisir est abîmé, capté par une culture du divertissement qui rentre en confrontation avec l'objectif de l'otium. **Les politiques publiques territoriales jouent un rôle central dans ce contexte.**

L'émancipation, c'est aussi la nécessité de reconnaissance de chacun.e, la nécessité **d'une place pour chacun.e. Et le temps libre, l'otium, « un temps non pas de récolte, de gain, mais un temps pour croître, dans le soin des autres et de soi-même, un temps pour être ».**

YANNICK GALLIEN
Président du mouvement associatif Région Sud – PACA,
Président de l'UNAT – Union National des Associations de Tourisme

L'émancipation, c'est pouvoir se libérer d'une dépendance, **vers l'exercice d'une liberté.**

Les colonies de vacances sont, par essence, émancipatrices, du fait de l'absence des autorités classiques (familles, écoles), et du fait, au-delà du vivre ensemble, du **faire ensemble** ; autour de choses aussi simples que le jeu, la prise en charge des repas etc. **Les colonies, c'est la découverte d'un monde nouveau, la découverte de ses capacités, le travail en équipe** pour développer la solidarité, dans un temps de la vie où les inégalités sociales se gomment (par le faire ensemble). La question est celle d'outiller les enfants, les jeunes gens, pour les aider à se soustraire aux diktats du commerce, et de la sidération.

Pour ce faire, il faut **des collectivités territoriales qui encouragent** la participation aux colonies des classes populaires. Et il est nécessaire de structurer un soutien pérenne au secteur associatif face à la **gestionnarisation du travail du secteur associatif.**

MATHIEU DEPOIL
Doctorant en sciences de l'éducation au Liderf - Université de Montpellier,
Directeur de la Maison-phare à Dijon

Mathieu Depoil est issu des mouvements d'éducation populaire et doctorant en sciences de l'éducation, il s'intéresse aux liens existants entre les processus émancipatoires, l'éducation populaire, les pédagogies de l'éducation nouvelle et libertaires.

4 grandes formes d'éducation populaire co existent aujourd'hui :

- 1. Le segment jeunesse et éducation populaire :** enfants et jeunes en dehors et autour de l'école : les sports, les centres de loisirs, les vacances,... (JEP)
- 2. Le segment socio culturel :** activités qui vont tourner autour du projet de démocratisation culturelle avec les pratiques artistiques, sportives et culturelles dites « amateurs ».
- 3. L'éducation populaire politique :** ATTAC, les Conférences Gesticulées (Frank Lepage), les Coopératives d'éducation populaire, qui portent un projet de re-politisation des pratiques en dehors des syndicats et des partis politiques :
- 4. L'éducation populaire radicale et autonome :** les Soulèvements de la Terre, les Zones à Défendre, Nuit Debout, une partie du mouvement Gilets Jaunes, etc : une approche des espaces, avec une réappropriation de la chose publique en dehors des cadres normés, en lien immédiat avec les mouvements sociaux, qui ne sont pas des mouvements d'éducation populaire en tant que tel, mais construisent des moments d'éducation populaire.

Quelle que soit sa forme, l'éducation populaire pose l'ambivalence entre épanouissement (personnel, marchandisé...) et **émancipation, qui, seule, porte en elle une dimension collective.**

Au niveau des professionnel.le.s, la question est celle des modalités de travail avec les pouvoirs publics : la Maison phare (MJC/Centre Social – Dijon) travaille avec la Ville **non pas en tant que prestataire (Délégation de Service Public.) mais comme partenaire, avec pour appui un cadre administratif pluriannuel, c'est-à-dire une convention d'objectifs et de moyens.** Ce cadre change le rapport au temps dans le travail, on passe du flux constant, à la stase, **du quantitatif à tout crin vers du qualitatif, sur le temps long avec une sécurisation des financements.**

Ainsi, **on libère du temps consacré à l'administratif, à du temps consacré à la pédagogie, au cœur du métier.**

La pédagogie, c'est peut-être l'art de co construire l'émancipation dans sa dimension éducative. Comment dès lors se sortir de **formes descendantes non émancipatrices** ? La compréhension de la pédagogie et sa visée doit être au cœur du travail, et il est **nécessaire de prendre du temps pour le penser, et l'organiser. Un geste pédagogique est nécessairement un acte politique.**

YOHAN DUBIGEON

Sociologue et Maître de Conférences en sciences de l'éducation, Université Jean Monnet (Saint Etienne), Laboratoire ECP (Education, Culture, Politique)

Yohan Dubigeon travaille sur les modèles politiques et éducatifs de l'émancipation qu'il traite à partir des expériences de démocratie radicale et les enjeux d'émancipation au travers de l'éducation populaire et des pratiques pédagogiques dites innovantes.

Dans chacun des 4 champs (évoqués plus haut), des formes d'action sont réellement émancipatrices, d'autres pas : corsetées, contraintes souvent du fait de dépendance aux pouvoirs publics. Il faut en outre sortir de visions trop « technicistes » des pédagogies (pédagogies sociales, de la décision) pour mettre au centre la finalité de l'agir éthique. On voit aujourd'hui **certaines notions domestiquées : empowerment, émancipation, etc. Leur sens est détourné par certaines conceptions politiques néolibérales visant d'abord l'autonomisation et l'auto-responsabilisation des plus fragiles : s'auto-former à devenir employable et flexible.** Ce faisant, on sort d'une conception du social considérant des ayants droit à l'idée que les individus en difficultés doivent s'en sortir par eux-mêmes. **C'est une injonction très normative, et masquant un paradigme des pouvoirs publics de réduction des coûts et de déresponsabilisation politique.**

On le voit, les mots sont mouvants. « Emancipation » est un mot dont le sens a glissé. Il vient originellement du droit romain : c'est l'émancipation de l'esclave, ou du mineur. C'est au 19^e siècle seulement qu'il prend un sens politique, pour décrire des catégories de personnes visant à transformer les rapports sociaux de pouvoir (personnes colonisées, femmes, classes ouvrières) : de là, il s'agit **d'auto-émancipation**, et non plus de quelque chose donnée par autrui, par « le haut ».

Aujourd'hui, existe une ambivalence. Au 20^e siècle, autour de Jean Macé, s'est développé un courant laïque, d'une part, tandis que se développait par ailleurs, le courant du christianisme social d'autre part. Tous deux portent en un paradoxe : la volonté d'élévation par l'éducation (émancipation des tutelles religieuses), mais aussi d'encadrement, avec cette idée sous-jacente que les classes populaires pourraient être dangereuses et que de fait, le temps libre non affairé, doit être encadré pour ne pas mettre en danger l'ordre social. C'est une vision plutôt hygiéniste et relativement paternaliste de la question sociale et éducative.

A rebours, la tradition ouvrière et politique de l'éducation populaire résonne aujourd'hui via divers collectifs (par exemple les « indignés », « Nuit debout », « Me too »...), qui cherchent une **horizontalité démocratique** avec en leur cœur, l'idée d'auto-éducation et la **prise de conscience que les situations personnelles sont intimement liées à des questions structurelles d'inégalité et de domination inscrites dans des rapports sociaux de pouvoir. Cette auto-organisation collective** puise également dans des mouvements sociaux anglo-saxons de la 2^e moitié du 20^e siècle comme les mouvements féministes américains ainsi que ceux des droits civiques (précurseurs de la conception radicale de l'empowerment).

Dès lors, militantisme politique et éducation populaire se rencontrent, avec pour objectif des **espaces d'auto-organisation à partir des préoccupations des personnes, en l'occurrence des dominés.**

Les personnes dans la salle ont notamment apporté les points suivants, en interaction avec les intervenants :

- Ecouter et **entendre « ce qui se passe en bas » est absolument essentiel** pour co-construire avec les pouvoirs publics ;
- L'articulation entre habitants, associations, politiques, mais aussi techniciens est incontournable ;
- Comment transformer les politiques publiques par l'éducation populaire, dans un contexte de « domestication des initiatives » ? **La logique de partenariat où confiance et temps long semblent établis, est absolument à recommander ;**
- Cependant, **la fragilité de nombre de professionnels dans les centres sociaux pose question** de manière aigüe : comment dans ces conditions, être en capacité d'accompagner des personnes ?

Ce que l'on peut retenir...

À la question « De quelles manières le temps libre peut-il être émancipateur ? », les prises de paroles ayant ponctué cette table ronde introductive permettent de conclure qu'il s'agit notamment de :

Privilégier la co-construction : faire avec et non pour / s'assurer d'une place réelle pour l'expression de chacun / reconnaître les capacités des personnes, en rupture avec des logiques descendantes, technicistes, ou normatives.

S'appuyer sur une dynamique de temps long et une logique de partenariat : avec un cadre stable, construit dans la confiance, entre habitants, associations et pouvoirs publics, et à l'appui d'une relation administrative structurée, fondée sur la continuité des actions : passer d'une logique de prestation à une logique de partenariat.

Garantir les droits culturels et favoriser l'expérimentation : œuvrer pour un temps libre émancipateur, c'est favoriser l'accès de toutes et tous aux pratiques artistiques, sociales et éducatives, tout en respectant les singularités les choix et la diversité des expressions culturelles. Pour permettre la créativité (en art comme en tout autre matière !), il est essentiel de sortir des cadres rigides, et de laisser place à des temps pour l'aventure, non programmés, où chacun peut explorer librement, dans le respect des autres. (ex : colonies de vacances).

Valoriser l'auto-organisation collective : les espaces de temps libre doivent favoriser des dynamiques horizontales où les personnes, notamment celles en situation de domination, peuvent s'auto-organiser autour de leurs préoccupations et relier les enjeux individuels aux questions structurelles (ex : Me Too etc)